

# Sébastien BRAMERET

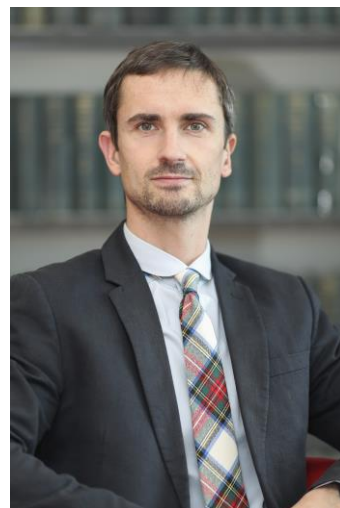
*Maître de conférences en droit public – Univ. Grenoble Alpes  
Détaché dans les fonctions de premier conseiller  
Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes*

124, bd Vivier Merle – CS 23624  
69503 Lyon cedex 03

[sebastien.brameret@chez.crtc.ccomptes.fr](mailto:sebastien.brameret@chez.crtc.ccomptes.fr)

Né le 27 février 1982 à Voiron (Isère)

Profil [IdRef](#)



<b>I. Expérience .....</b>	<b>2</b>
<b>II. Activités de recherche .....</b>	<b>2</b>
1. Ouvrage et direction de revue .....	2
2. Études et actes de colloques.....	2
3. Notes .....	4
4. Tribunes et libres-propos .....	6
5. Chroniques .....	7
6. Dictionnaires et encyclopédies juridiques .....	8
7. Articles de vulgarisation .....	8

## ***I. Expérience***

---

1 <sup>er</sup> oct. 2021	Détachement comme Premier conseiller, Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes
2011	Maître de conférences en droit public, Univ. Grenoble Alpes
2010	Doctorat en droit public, Univ. Grenoble Alpes
2005	Master 2 Recherche, Droit public interne, UPMF - Grenoble II
2004	Maîtrise de Droit européen, option Droit britannique, UPMF - Grenoble II <i>Diploma in Legal Studies</i> , Aberdeen University (Écosse), programme Erasmus.
2003	Licence en Droit, UPMF - Grenoble II
2002	DEUG de Droit, UPMF - Grenoble II

## ***II. Activités de recherche***

---

### ***1. Ouvrage et direction de revue***

1. ***Covid-19 et concurrence***, RLC, 2021, n° 103 spécial, 62 p.
2. ***Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales. Recherche sur l'institutionnalisation d'un partenariat public-privé***, LGDJ, Bibliothèque de droit public, Tome 271, 2011, 466 p.

### ***2. Études et actes de colloques***

1. « **La loi Sapin et les entreprises publiques locales : trente ans, l'âge de raison ?** », *in* Doss. spécial sur les trente ans de la loi du 29 janvier 1993, *AJDA*, 2023, n° 4
2. « **La nationalisation en temps de pandémie : une opportunité manquée ?** », *in* La France et le Royaume-Uni à l'épreuve de la pandémie de Covid-19, sous la dir. d'A. Antoine, A. Blick, G. Gadbin-George et E. Gibson-Morgan, [Mare & Martin](#), 2022
3. « **La notion d'entrepreneur de services à l'aune du contentieux des élections municipales de 2020 : des avancées prudentes** », *AJDA*, 2021, n° 27, p. 1544
4. « **Prestations intégrées et transparence organique : pour une convergence des jurisprudences** », *AJDA*, 2021, n° 16, p. 900.
5. ***Covid-19 et concurrence***, RLC, 2021, n° 103 :
  - a. « **État, crise et concurrence : lire l'état d'urgence sanitaire dans son contexte historique et culturel** », RLC, 2021, n° 103, 3981 (coauteur : R. Romi)
  - b. « **La pandémie et le filtrage des investissements directs étrangers : une nouvelle étape dans la (re)découverte du protectionnisme économique** », RLC, 2021, n° 103, 3989.
  - c. « **Quel retour de la puissance publique à la faveur de la crise sanitaire et économique ?** », RLC, 2021, n° 103, Synthèse, p. 59 et s.
6. « **Arrêtés anti-fermeture : une rébellion municipale très politique** », *PUG, coll. Le virus de la recherche*, 2021

7. « **Discontinuités et compétence *ratione loci* : l'action des collectivités territoriales au-delà de leurs territoires** », in *Les discontinuités territoriales*, sous la dir. de N. Kada, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2020, p. 119 et s.
8. « **Coronavirus et concurrence : le retour de l'État ?** », *RLC*, 2020, n° 96, Dossier regroupant une version actualisée de :
  - (I) « **L'État face à la crise sanitaire : le retour des nationalisations ?** », publication initiale : *JDA*, 2020, [Art. 295](#)
  - (II) « **Quand la panique précède la crise : le retour des blocages administratifs des prix** », publication initiale : *JDA*, 2020, [Art. 288](#)
9. « **La Fédération des entreprises publiques locales : un lobby institutionnalisé ?** », Colloque *Transparence et déontologie des parlementaires : bilan et perspectives*, Assemblée nationale et Sénat, 25-26 octobre 2018, Fondation Varenne, Coll. & Essai, T. 86, 2019, p. 262 et s.
10. « **Les opérations de nommage et les enjeux économiques associés** », in *La valorisation du patrimoine immatériel des personnes publiques*, Colloque organisé par Bordeaux Métropole, 23 septembre 2016, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », 2018, p. 107 et s.
11. « **Les excès de la privatisation du rail britannique** », in *Chemins de fer et cheminots en tension*, Colloque organisé par le CREDESPO (Université de Bourgogne), 6 et 7 octobre 2016, EUD, coll. Sociétés, 2018, p. 43 et s.
12. « **Grève et utilisation des biens publics** », in *Grève et droit public. 70 ans de reconnaissance*, Actes du colloque organisé par l'IDETCOM (Université Toulouse 1 Capitole) et le CRJ (Université Grenoble Alpes), les 9 et 10 juin 2016, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2017, n° 27, p. 181 et s.
13. « **Les paradoxes de "l'ubérisation" du transport public routier collectif de moins de dix personnes** », *RLC*, 2017, n° 62, 3187
14. « **La réglementation économique au Royaume-Uni : le cas des *public utilities*** », in *La réglementation économique : persistance ou renouveau ? Éléments de réflexion*, sous la dir. de J.-C. Videlin, LexisNexis, Hors coll., 2016, p. 183 et s.
15. « **Privatisation et libéralisation des services publics en réseaux. L'exemple du secteur ferroviaire britannique** », in *L'impact du droit de l'Union européenne sur les services publics en réseau*, Actes du colloque organisé par le Centre Jean Bodin (Université d'Angers), 11 mars 2016, *Energie-Environnement-Infrastructures*, 2016, n° 10, 28
16. « **Les contrats de nommage des équipements publics** », in *Le nom. Administrations, droit et contentieux administratifs*, Actes du colloque organisé par le CRJ (Université Grenoble 2), sous la direction du Prof. P. Yolka, 20 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », 2015, p. 121 et s.  
Cet article est également publié à la *RFD Adm.* 2015, n° 4, p. 671 et s.
17. « **La Sem à opération unique, Frankenstein juridique ?** », *RLCT*, 2014, n° 105, 2782
18. « **L'actionnaire type d'une société publique locale** », in *Les sociétés publiques locales. Entre volonté publique, esprit d'entreprise et concurrence*, colloque organisé par le CRDP (Université de Lille 2), sous la direction de T. Delavenne, P. Meunier, M.-A. Vanneaux et M. Viviano, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2012, L'Harmattan, 2016, p. 141 et s.  
Cet article est également publié à la *Revue administrative*, mars-avril 2014, n° 398, p. 159 et s. (Annexes graphiques disponibles sur [www.brameret.eu/annexes.html](http://www.brameret.eu/annexes.html))
19. « **La privatisation du secteur ferroviaire britannique : retour sur vingt ans d'expérience** », in *L'activité ferroviaire : mutations et résistances*, sous la dir. de J.-C. Videlin, LexisNexis, coll. « Colloques & Débats », n° 39, 2013, p. 241 et s.

20. « **La société d'économie mixte contrat : partenariat public-privé institutionnalisé à la française ?** », *JCP A*, 2013, n° 49, 2347
21. « **La société publique locale, société d'économie mixte locale à capitaux intégralement publics ?** », *CP-ACCP*, avril 2013, n° 131, p. 31 et s.
22. « **La société publique locale, entre service public et transparence** », in *Les sociétés publiques locales*, Actes du colloque organisé par l'IMH (Université Toulouse 1), sous la dir. du Prof. G. Kalfèche et de N. Laval Mader, 20-21 septembre 2012, *RFD Adm.*, 2012, n° 6, p. 1127 et s.
23. « **L'encadrement de la rémunération des élus locaux dirigeants de sociétés commerciales** », in « La rémunération des dirigeants », Dossier réalisé sous la direction de B. Dondero, *Gazette du Palais*, 2012, n° 279-280, p. 29 et s.
24. « **Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales** », *Pouvoirs locaux*, 2011/III, n° 90, p. 33 et s.
25. « **Les sociétés d'économie mixte locales** », in *Les partenariats publics/privés : partenariats contractuels et institutionnalisés*, Actes du colloque organisé par le GRDPE (Université Grenoble 2), sous la dir. de J.-C. Videlin, 8 avril 2011, *JCP A*, 2011, n° 51-52, 2397.
26. « **La souveraineté du Parlement britannique après la dévolution écossaise : réflexions autour d'une aporie** », *RDP*, 2011, n° 3, p. 667 et s.
27. « **La motivation des décisions d'irrecevabilité des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'État** », in « Un an de QPC », Dossier réalisé sous la direction de F. Chaltiel et L. Guilloud, *LPA*, 5 mai 2011, n° 89, p. 18 et s.

### 3. Notes

1. « **L'aquacycle, les service public (administratif) et la concurrence** », Note sous Trib. conf., 9 janv. 2017, *Société Centre Léman* et CAA Lyon, 17 nov. 2020, *Société Centre Léman*, *RLC*, 2021, n° 102, 3976
2. « **Marketing ou mercatique territorial(e) ? That is the question** », Note sous CAA Lyon, 4 juin 2020, *Association de défense de la langue française en Pays et de Savoie* et CE, 22 juillet 2020, *Association francophonie avenir*, *JCPA*, 2021, n° 2, 2009
3. « **Liberté d'entreprendre vs. protection de l'environnement et de la santé ?** », Note sous Cons. const., 31 janvier 2020, *Union des industries de la protection des plantes*, *RLC*, 2020, n° 94, 3808
4. « **La SEML, candidate ordinaire de la commande publique ?** », Note sous CE, 18 décembre 2019, *Port autonome de la Nouvelle-Calédonie*, *SEM de la Baie de la Moselle*, *AJDA*, 2020, n° 11, p. 640
5. « **Actionnariat partagé d'une société à capital public locale : quand le législateur s'en mêle (et s'emmêle ?)** », Comm. de la loi du 17 mai 2019, *tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales*, *AJDA*, 2019, n° 29, p. 1690
6. « **Chiens de traîneau, (absence de) neige et concurrence** », Note sous TA Grenoble, 20 novembre 2018, *Société Entre chiens et loups*, *RLC*, 2019, 83, 3576
7. « **Le concurrent seulement potentiel d'une société publique locale a un intérêt à agir suffisant pour contester la légalité de sa création** », Note sous CE, 21 novembre 2018, *Département du Puy-de-Dôme*, *JCP A*, 2019, n° 4, 2022
8. « **Aide d'État : l'avenir des EPIC en clair-obscur** », Note sous CJUE, 19 sept. 2018, *Commission c/ France et IFP Énergies nouvelles*, *RLC*, 2019, 79, 3514
9. « **Actionnariat d'une société à capital public locale et compétence partagée : la fin des débats ?** », Commentaire sous CE, 14 nov. 2018, *Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles*, *RFD Adm.*, 2019, n° 1, p. 100 et s.

10. « **Actionnariat d'une SPL et compétence obligatoirement transférée** », Note sous TA Toulouse, 30 janvier 2018, *Préfet de la Haute-Garonne, AJDA*, 2018, p. 862
11. « **Actionnariat d'une SPL et compétence partagée** », Note sous TA Montpellier, 19 septembre 2017, *M. François Liberti et a., JCPA*, 2017, n° 46, 2278
12. « **Le critère de l'essentiel des activités : des éclaircies brumeuses** », Note sous CJUE, 8 déc. 2016, *Undis Servizi Srl c/ Comune di Sulmona, AJDA*, 2017, n° 19, p. 1127 et s.
13. « **La coopération institutionnelle entre collectivités territoriales n'est pas un marché public** », Note sous CJUE, 21 décembre 2016, *Remondis GmbH & Constitution. KG Region Nord c/ Region Hannover, JCP A*, 2017, n° 9, 2067
14. « **Recours des concurrents évincés au contrat : et si c'était mieux avant ?** », Note sous CE Sect., 5 février 2016, *Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport, RLC*, 2016, n° 49, 2958
15. « **L'établissement public est une personne publique comme une autre** », Note sous CAA Lyon, 5 mars 2015, *Régie des Eaux de Grenoble, RLC*, 2015, n° 45, 2860
16. « **La personne publique, candidate de droit commun à la commande publique ?** », Note sous CJUE, 18 déc. 2014, *Azienda Ospedaliero-Universitaria di Careggi-Firenze* et CE, 30 déc. 2014, *Société Armor SNC, RLC*, 2015, n° 44, 2822
17. « **L'information gratuite des consommateurs n'est pas (nécessairement) une activité économique** », Note sous CE, 16 juillet 2014, *Société Sigmalis, RLC*, 2014, n° 42, 2690
18. « **Association et in house : un rendez-vous manqué** », Note sous CJUE, 19 juin 2014, aff. C-574/12, *Centro Hospitalar de Setúbal EPE (CHS), et Serviço de Utilização Comum dos Hospitais (SUCH) C. Eurest (Portugal) – Sociedade Europeia de Restaurantes Lda, JCP A*, 2014, n° 41, 2279
19. « **La valorisation ne peut pas se faire au détriment de la concurrence** », Note sous CDBF, 17 juin 2014, *Société de valorisation foncière et immobilière (SOVAFIM), RLC*, 2014, n° 41, 2636
20. « **Le droit de propriété face à la QPC** », Note sous CC, déc. n° 2013-369 QPC, 28 février 2014, *Société Madag* et CC, déc. n° 2013-370 QPC, 28 février 2014, *M. Marc S., RJEP*, 2014, n° 722, 37
21. « **Recours des tiers au contrat : la "tropicalisation" du contentieux contractuel continue...** », Note sous CE Ass., 4 avril 2014, *Département du Tarn-et-Garonne, RLCT*, 2014, n° 101, 2687
22. « **Amodiation du domaine public maritime : quand les eaux portuaires restent troubles** », Note sous CAA Marseille, 26 novembre 2014, *SARL Port Camargue Plaisance Service, RLC*, 2014, n° 39, 2524
23. « **SPL et in house : si proche, si loin...** », Note sous CE, 6 décembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte, JCP A*, 2014, n° 1-2, 2002
24. « **À propos de la valeur constitutionnelle de la liberté du commerce et de l'industrie** », Note sous CAA Bordeaux, 14 octobre 2013, *M. Refalo, RLC*, 2013, n° 38, 2472
25. « **La SPL en eau trouble** », Note sous TA Rennes, 11 avril 2013, *Préfet des Côtes-d'Armor, RLC*, 2013, n° 36, 2352
26. « **À quelles conditions le pluri-contrôle public d'une SPL peut-il être analogue ?** », Note sous CAA Lyon, 7 novembre 2012, *Association pour la défense du cadre de vie de Marsannay-la-Côte* et CJUE, 29 novembre 2012, *Econord SpA, JCP A*, 2013, n° 3, 2009

27. « **Le statut des élus locaux administrateurs de sociétés d'économie mixte locales : entre ombre et lumière** », Note sous CE, 10 décembre 2012, *Commune de Bagneux*, JCP A, 2013, n° 4, 2014
28. « **Les sociétés publiques locales : premières jurisprudences, nouvelles interrogations ?** », Note sous TA Montpellier, 23 mars 2012, *FADUC et Mme Fraysse* et TA Lille, Ordo., 29 mars 2012, *Communes de communes Sambre Avesnois*, AJDA, 2012, n° 27, p. 1521 et s.
29. « **Les sociétés publiques locales, toujours menacées ?** », Note sous Autorité de la concurrence, 24 novembre 2011, *Avis relatif à la création des sociétés publiques locales*, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, 2012, n° 79, 2197
30. « **La desserte maritime de la Corse et le (retour du) service public** », Note sous CE, 13 juillet 2012, *Compagnie Méridionale de Navigation (CMN) et Société Nationale Corse Méditerranée (SNCM)*, RLC, 2012, n° 33, 2153
31. « **L'entente entre collectivités territoriales, exclues du champ de la concurrence ?** », Note sous CE, 3 février 2012, *Commune de Veyrier-du-Lac et Communauté d'agglomération d'Annecy*, RLC, 2012, n° 32, 2106
32. « **La desserte maritime de la Corse et le service public** », Note sous CAA Marseille, 7 novembre 2011, *Société Corsica Ferries*, RLC, 2012, n° 31, 2040
33. « **Gestion d'une société d'économie mixte locale et responsabilité financière des élus locaux devant la Cour de discipline budgétaire et financière** », Note sous CDBF, 25 novembre 2010, *Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP)*, JCP A, 16 mai 2011, n° 20, 2188
34. « **Recapitalisation d'une société d'économie mixte locale et contrôle du juge administratif** », Note sous CE, 10 novembre 2010, *Communauté de communes du nord du Bassin de Thau*, RLC, 2011, n° 27, 1798
35. « **Accident causé par un équipement d'éclairage public et responsabilité pénale des collectivités territoriales** », Note sous Cass. crim., 9 décembre 2009, *Commune de Fort-de-France*, *Dr. Adm.*, juillet 2009, n°7, comm. 108

#### 4. Tribunes et libres-propos

1. « **Holyrood vs Westminster** », *AJDA*, 2023, n° 4
2. « **De la (re)définition de l'évaluation des politiques publiques par les chambres régionales des comptes** », *JCP A*, 2022, n° 50, AR 763
3. « **Responsabilité des gestionnaires publics et sociétés publiques locales : du changement dans la continuité** », *JCP A*, 2022, n° 34, AR 491
4. « **Sociétés à capital public locales et compétences des actionnaires : encore des difficultés** », *JCP A*, 2022, n° 16, AR 303
5. « **Sociétés à capital public locales : il est certaines pratiques...** », *JCP A*, 2022, n° 8, AR 172
6. « **Les libertés économiques enfin admises au pays des droits fondamentaux ?** », *AJDA*, 2021, n° 14, p. 761
7. « **Aller à l'essentiel** », *JCP A*, 2021, n° 14, 213 (coauteur : S. Douteaud)
8. « **La liberté d'entreprendre, le repos dominical et la pandémie** », *JCP A*, 2021, n° 10-11, 168.
9. « **Remontées mécaniques, économie mixte locale et concurrence** », *JCP A*, 2020, n° 17, 2128 (coauteur : P. Yolka)
10. « **Vers un Acte III de l'économie mixte locale ?** », *JCPA*, 2019, n° 22, AR 369

11. « **La Fédération contre-attaque** », *AJDA*, 2019, n° 12, p. 657
12. « **Le *naming* (mal) saisi par les personnes publiques** », *JCPA*, 2019, n° 1, AR 1
13. « **Novembre 2018 : *mensis horribilis* pour les sociétés publiques locales** », *JCPA*, 2018, n° 50, AR 916
14. « **Faut-il une réforme des entreprises publiques locales ? *Bis repetita placent*** », *JCPA*, 2017, n° 50, AR 827
15. « **Faut-il une réforme des entreprises publiques locales ?** », *JCPA*, 2017, n° 40, AR 419
16. « **Le *naming* "à la française"** », *AJDA*, 2016, n° 28, p. 1537
17. « **Les zones d'ombre de l'éclairage municipal** », *JCPA*, 2014, n° 48, AR 977

## 5. Chroniques

1. « **Secteur public local** », devenu « **Sociétés à capital public locales** » :
  - a. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2016, n° 19, 2122
  - b. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2017, n° 20, 2131
  - c. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2018, n° 20, 2147
  - d. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2019, n° 18-19, 2127
  - e. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2020, n° 24, 2167
  - f. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2021, n° 18, 1245
  - g. *in* « Droit public économique », chro. annuelle (1/2), *JCPA*, 2022, n° 17, 2144
2. « **La liberté du commerce et de l'industrie s'arrête là où commencent l'ordre et la tranquillité publics** », Chron. sous CE ordo. 11 novembre 2014, *Ministère de l'Intérieur*, *RLC*, 2015, n° 43, 2749
3. « **"Taxe Red Bull" : le Conseil constitutionnel donne des ailes au législateur** », Chron. sous CC, QPC, 19 septembre 2014, *RLC*, 2014, n° 42, 2695
4. « **VTC et taxi : bataille autour de la liberté d'entreprendre** », Chron. sous CC, QPC, 17 octobre 2014, *Chambre syndicale des cochers chauffeurs CGT-taxis*, *RLC*, 2014, n° 42, 2697
5. « **Les personnes publiques, le peintre et la concurrence** », Chron. sous Cass. com., 8 avril 2014, *Musée national des arts asiatiques-Guimet*, *RLC*, 2014, n° 40, 2601
6. « **Occupation du domaine public maritime : quand la mer érode la liberté du commerce et de l'industrie...** », Chron. sous CAA Marseille, 28 janvier 2014, *M. A. B. et autres*, *RLC*, 2014, n° 39, 2530
7. « **La liberté de vendre des cigarettes électroniques...part en fumée** », Chron. sous T. com., 9 décembre 2013, *SNC Herand c. SAS Esmokeclean*, *RLC*, 2014, n° 39, 2531
8. « **SPL : actionariat public ne rime pas avec *in house* automatique** », Chron. sous CE, 6 novembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte*, *RLC*, 2013, n° 38, 2474
9. « **La guerre du schiste n'aura pas lieu** », Chron. sous CC, QPC, 11 octobre 2013, *Société Schuepbach LLC*, *RLC*, 2013, n° 38, 2475
10. « **Liberté d'entreprendre et formation des candidats "libres" au permis de conduire** », Chron. sous CE, réf., 1<sup>er</sup> octobre 2013, *Association défense permis banlieue et a.*, *RLC*, 2013, n° 38, 2478
11. « **Sous la plage, la Constitution ?** », Chron. sous CE, 22 mai 2013, *Association syndicale libre des résidences du port de Mandelieu-la-Napoule*, *RLC*, 2013, n° 36, 2354
12. « **Le transport scolaire et "l'effet Tropic"** », Chron. sous CAA Lyon, 17 janvier 2013, *Société Réunir 03*, *RLC*, 2013, n° 36, 2357

13. « **De la difficulté de confier une activité de service public à une SEML "en cours de constitution"** », Chron. sous CE, 19 décembre 2012, *Département de l'Aveyron c/ Sarl Labhya, RLC*, 2013, n° 35, 2286
14. « **Lorsque QPC rime avec uniformité : le *Gewerbeordnung* et la liberté d'entreprendre** », Chron. sous CC, QPC, 30 novembre 2012, *M. Christian S., RLC*, 2013, n° 35, 2285
15. « **Le juge administratif et la transparence des associations** », Chron. sous CAA Nancy, 2 août 2012, *Mme Régine Si Abdallah, RLC*, 2013, n° 35, 2288

## 6. Dictionnaires et encyclopédies juridiques

1. « **Créer une entreprise publique locale (SEML, SPL ou SEMOp)** », *Lexis360 Public*, FP 2549 – mise à jour biannuelle
2. « **Administrer une entreprise publique locale (SEML, SPL ou SEMOp)** », *Lexis360 Public*, FP 2559 – mise à jour biannuelle
3. « **Financer une entreprise publique locale (SEML, SPL ou SEMOp)** », *Lexis360 Public*, FP 2885 – mise à jour biannuelle
4. « **Passer un contrat *in house* avec une SPL** », *Lexis360 Public*, FP 2849 – mise à jour biannuelle
5. « **Transformer une SEML en SPL** », *Lexis360 Public*, FP 3026 – mise à jour biannuelle
6. « **Les particularités de la SEMOp** », *Lexis360 Public*, FP 3173 – mise à jour biannuelle
7. « **Engager la responsabilité financière des gestionnaires publics** », *Lexis360 Public*, FP 683484 – mise à jour biannuelle
8. « **Nationalisation d'entreprises** », *J. Cl. Propriétés publiques*, Fasc. 26
9. « **Privatisation d'entreprises** », *J. Cl. Propriétés publiques*, Fasc. 80
10. « **Entreprises publiques locales** », in *Dictionnaire de la décentralisation*, sous la dir. de V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada & R. Pasquier, *Berger-Levrault*, 2016
11. « **Entreprises publiques** », in *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, sous la dir. de P. Mbongo, F. Hervouët et C. Santulli, *Poitiers-Lextenso*, 2014
12. « **Société à capital public** », « **Secteur public** » et « **Entreprise publique** », in *Dictionnaire d'administration publique*, sous la dir. de N. Kada et M. Mathieu, *PUG*, 2014

## 7. Articles de vulgarisation

1. « **Qu'y a-t-il de *great* dans la création de *Great British Railways* ?** », [Le Club des juristes](#), 8 juin 2021
2. « **Investissements directs étrangers : à la (re)découverte du protectionnisme juridique ?** », [Le Club des juristes](#), 15 avril 2021
3. « **Travail dominical et Covid : retour sur des tâtonnements jurisprudentiels** », [Entretien accordé à Maître Eric Landot](#), 25 mars 2021